

## Urssaf, retraite complémentaire et impôts

### Mesures exceptionnelles d'accompagnement des entreprises par le réseau des Urssaf, par les institutions de retraite complémentaires et par les services des impôts

Afin de tenir compte de l'impact de l'épidémie de coronavirus sur l'activité économique, et conformément aux annonces du Président de la République le 12 mars 2020,

- les réseaux des Urssaf (page dédiée du site Urssaf à consulter régulièrement ,
- les institutions de retraite complémentaire,
- et les services des impôts des entreprises (SIE)

déclenchent des mesures exceptionnelles pour accompagner les entreprises, dans le cadre des mesures de confinement liées au Covid 19.

## I. Cotisations sociales payables auprès des Urssaf

### A. Mesures concernant les entreprises

Les employeurs, dont la date d'échéance Urssaf intervient le 15 du mois, peuvent **reporter tout ou partie du paiement de leurs cotisations** salariales et patronales pour l'échéance du 15 mars 2020. La date de paiement de ces cotisations pourra être **reportée jusqu'à 3 mois**. Des informations seront communiquées ultérieurement sur la suite.

**Aucune pénalité** ne sera appliquée.

Ce report ou modulation de cotisations sociales concerne toutes les cotisations et contributions dues à l'Urssaf, part patronale et part salariale (cotisations de Sécurité sociale, CSG, CRDS, forfait social, versement mobilité, contributions dues à l'assurance chômage, etc.). Les particuliers employeurs ne sont pas concernés par ces mesures.

Par ailleurs, le site [urssaf.fr](http://urssaf.fr) précise que les **actions de relance amiable ou de recouvrement amiable et forcé (mises en demeure, contraintes)** sont suspendues depuis le 13 mars 2020, y compris pour les créances antérieures aux annonces présidentielles. Les huissiers de justice ont pour consigne de suspendre leurs actions sur les créances qui leur ont été confiées. Si le cotisant a conclu un **échancier d'étalement de ses dettes** avec l'Urssaf, cet échancier est automatiquement décalé de trois mois. Les échéances de mars, avril et mai sont automatiquement reportées à la fin de l'échancier. Toutefois, s'agissant des créances liées à des redressements pour **travail dissimulé**, cette suspension du recouvrement forcé ne s'applique pas.

La lettre de l'Urssaf du 19 mars 2020 précise que, malgré les contraintes liées à cette crise sanitaire, tout est mis en œuvre pour répondre aux demandes des cotisants. Toutefois, les **délais de traitement des courriers papier et des chèques sont allongés**. En principe, tous les cotisants doivent obligatoirement payer leurs cotisations par voie dématérialisée (articles

L. 133-5-5 et D. 133-11 du Code de la sécurité sociale). Pour contacter son Urssaf, il convient de **privilégier la messagerie en ligne sur son espace**.

Les **accueils sont fermés** pour limiter les contacts et la propagation du Covid-19 mais les rendez-vous à distance sont maintenus et peuvent être sollicités sur demande.

Quelle est la démarche pour moduler le montant du règlement des cotisations ?

### **a. Entreprises dont la date d'échéance pour le paiement des cotisations intervient le 15 du mois**

00000Les employeurs peuvent moduler leur paiement en fonction de leurs besoins : montant à 0, ou montant correspondant à une partie des cotisations.

Premier cas – L'employeur n'a pas encore déposé en ligne sa DSN de février 2020 : il peut la déposer jusqu'au lundi 16 mars 2020 inclus, en modulant son paiement SEPA au sein de cette DSN.

Second cas – Si l'employeur a déjà déposé sa DSN de février 2020 : il peut modifier son paiement de deux façons : ou bien en déposant jusqu'au dimanche 15 mars inclus une DSN « *annule et remplace* » avec modification du paiement Urssaf ; ou bien jusqu'au **jeudi 19 mars à 7h00**, en modifiant son paiement Urssaf (attention, seulement si l'employeur est à l'échéance du 15) selon un mode opératoire disponible sur le site [urssaf.fr http://www.dsn-info.fr/documentation/telepaiementservices-urssaf.pdf](http://www.dsn-info.fr/documentation/telepaiementservices-urssaf.pdf) Caisse nationale du réseau des Urssaf. **Attention : même si la date limite de modification qui apparaît est le 16 mars à 12h00, vous avez bien jusqu'au jeudi 19 mars à 7h00 pour modifier le paiement.**

**De 7H00 à 12H00, les employeurs sont invités à demander le rejet du prélèvement via votre banque en ligne.**

Troisième cas – L'employeur règle ses cotisations hors DSN : il peut adapter le montant de son virement bancaire, ou bien ne pas effectuer de virement.

Si l'employeur ne souhaite pas opter pour un report de l'ensemble des cotisations et préfère régler les cotisations salariales, il peut échelonner le règlement des cotisations patronales, comme habituellement. Pour cela, il peut se connecter à son espace en ligne sur [urssaf.fr](http://urssaf.fr) et signaler sa situation via la messagerie : « Nouveau message » / « Une formalité déclarative » / « Déclarer une situation exceptionnelle ». Il est également possible de joindre l'Urssaf par téléphone au 3957 (0,12€ / min + prix appel).

## **b. Entreprises dont la date d'échéance pour le paiement des cotisations intervient le 5 du mois**

Pour les employeurs dont la date d'échéance intervient le 5 du mois, des **informations leur seront communiquées ultérieurement**, en vue de l'échéance du 5 avril.

## **B. Mesures concernant les travailleurs indépendants**

L'échéance mensuelle du 20 mars ne sera pas prélevée. Dans l'attente de mesures à venir, le montant de cette échéance sera lissé sur les échéances ultérieures (avril à décembre).

En complément de cette mesure, les travailleurs indépendants peuvent solliciter :

- l'octroi de délais de paiement, y compris par anticipation. Il n'y aura ni majoration de retard ni pénalité ;
- un ajustement de leur échéancier de cotisations pour tenir compte, d'ores et déjà, d'une baisse de leur revenu, en réestimant leur revenu sans attendre la déclaration annuelle ;
- l'intervention de l'action sociale pour la prise en charge partielle ou totale de leurs cotisations ou pour l'attribution d'une aide financière exceptionnelle.

Quelles démarches ?

Artisans ou commerçants :

- Par internet sur [secu-independants.fr](http://secu-independants.fr), Mon compte pour une demande de délai ou de revenu estimé
- Par courriel, en choisissant l'objet « Vos cotisations », motif « Difficultés de paiement »
- Par téléphone au 3698 (service gratuit + prix appel)

Professions libérales :

- Par internet, se connecter à l'espace en ligne sur [urssaf.fr](http://urssaf.fr) et adresser un message via la rubrique « Une formalité déclarative » > « Déclarer une situation exceptionnelle » ;
- Par téléphone, contacter l'Urssaf au 3957 (0,12€ / min + prix appel) ou au 0806 804 209 (service gratuit + prix appel) pour les praticiens et auxiliaires médicaux.

## **II. Cotisations et contributions payables auprès des institutions de retraite complémentaire**

Un report ou un accord délai est également possible pour les cotisations de retraite complémentaire. Les employeurs sont invités à se rapprocher de leur institution de retraite complémentaire.

Ainsi, l'Agirc-Arrco et les groupes de protection sociale annonce que, malgré la date dépassée, les entreprises qui n'ont pas encore déposé leur DSN de février 2020 peuvent encore la déposer en adaptant le montant de leur paiement (montant de paiement à zéro ou montant représentant une partie de vos cotisations).

Pour celles qui ont déposé leur DSN de février 2020, si elles ont renseigné un paiement SEPA dans leur DSN et que si elles souhaitent le reporter, elles doivent contacter leur caisse de retraite d'ici le **19 mars au plus tard** pour demander son annulation.

Si elles ont renseigné un paiement SEPA dans leur DSN et qu'elles souhaitent le réviser à la baisse, elles doivent contacter leur caisse de retraite d'ici le **19 mars au plus tard** pour demander son annulation et procéder au télépaiement du montant qui convient via le service en ligne COTIZEN.

Pour les entreprises qui règlent habituellement ces cotisations hors DSN, elles peuvent adapter le montant de leur règlement selon leur besoin.

## **III. Impôts payables auprès des services des impôts des entreprises (SIE) de la DGFIP**

Pour les entreprises (ou les experts-comptables qui interviennent pour des clients dans cette situation), il est possible de demander au service des impôts des entreprises le report sans pénalité du règlement de leurs prochaines échéances d'impôts directs (acompte d'impôt sur les sociétés, taxe sur les salaires).

Si elles ont déjà réglé leurs échéances de mars, elles ont peut-être encore la possibilité de s'opposer au prélèvement SEPA auprès de leur banque en ligne. Sinon, elles ont également la possibilité d'en demander le remboursement auprès de leur service des impôts des entreprises, une fois le prélèvement effectif.

Pour les travailleurs indépendants, il est possible de moduler à tout moment le taux et les acomptes de prélèvement à la source.

Il est aussi possible de reporter le paiement de leurs acomptes de prélèvement à la source sur leurs revenus professionnels d'un mois sur l'autre jusqu'à trois fois si leurs acomptes sont mensuels, ou d'un trimestre sur l'autre si leurs acomptes sont trimestriels.

Toutes ces démarches sont accessibles via leur espace particulier sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), rubrique « Gérer mon prélèvement à la source » : toute intervention avant le 22 du mois sera prise en compte pour le mois suivant.

Pour les contrats de mensualisation pour le paiement du CFE ou de la taxe foncière, il est possible de le suspendre sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) ou en contactant le Centre prélèvement service : le montant restant sera prélevé au solde, sans pénalité.

Pour faciliter l'ensemble des démarches, la DGFIP met à disposition un modèle de demande, disponible sur le site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), à adresser au service des impôts des entreprises.

Voir « Documentation utile » à la page : <https://www.impots.gouv.fr/portail/node/9751>

Pour toute difficulté dans le paiement des impôts, ne pas hésiter à se rapprocher du service des impôts des entreprises, par la messagerie sécurisée de leur espace professionnel, par courriel ou par téléphone.